

VD_OMNI FI.2024.0173 vom 17. Juni 2025

VD Tribunal cantonal, 2025-06-17, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_omni_FI.2024.0173

FR: VD_OMNI FI.2024.0173 du 17 juin 2025

IT: VD_OMNI FI.2024.0173 del 17 giugno 2025

Regeste

A. _____/Administration cantonale des impôts, Administration fédérale des contributions | Rejet d'une demande de remise d'impôt confirmée: le recourant disposait au moment du dépôt de cette demande des ressources nécessaires pour s'acquitter des impôts, dont il demande la remise; la remise d'impôt sollicitée n'atteindrait de toute manière pas son but, puisqu'elle ne permettrait pas d'assainir durablement la situation économique de l'intéressé au vu de ses autres dettes, qui s'élèvent à plus de 200'000 francs. Recours rejeté.

Erwägungen

E. 1

Interjeté en temps utile (cf. art. 140 al. 1 de la loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'impôt fédéral direct [LIFD; RS 642.11] et art. 95 de la loi vaudoise du 28 octobre 2008 sur la procédure administrative [LPA-VD; BLV 173.36], applicable par renvoi de l'art. 199 de la loi vaudoise du 4 juillet 2000 sur les impôts directs cantonaux [LI; BLV 642.11]), le recours satisfait par ailleurs aux autres conditions formelles de recevabilité (cf. en particulier art. 140 al. 2 LIFD et 79 al. 1 LPA-VD, applicable par renvoi de l'art. 99 LPA-VD), de sorte qu'il y a lieu d'entrer en matière sur le fond.

E. 2

Le litige porte sur le rejet d'une demande de remise d'impôt.

E. 3

a) En droit fédéral, l'art. 167 LIFD dispose que si, pour le contribuable tombé dans le dénuement, le paiement de l'impôt, d'un intérêt ou d'une amende infligée ensuite d'une contravention entraîne des conséquences très dures, les montants dus peuvent, sur demande, faire l'objet d'une remise totale ou partielle (al. 1); la remise de l'impôt a pour but d'assainir durablement la situation économique du contribuable; elle doit profiter au contribuable lui-même et pas à ses créanciers (al. 2); l'autorité de remise n'entre en matière que sur les demandes en remise déposées avant la notification du commandement de payer (al. 4). L'art. 167a LIFD précise que la remise de l'impôt peut être en partie ou en totalité refusée, notamment lorsque le contribuable a manqué gravement ou de manière répétée à ses devoirs dans la procédure de taxation, de sorte que l'évaluation de sa situation financière pour la période fiscale concernée n'est plus possible (let. a), n'a pas créé de réserves malgré la disponibilité de moyens à partir de la période fiscale à laquelle se rapporte la demande en remise (let. b), n'a pas effectué de versements malgré la disponibilité de moyens à l'échéance de la créance d'impôt (let. c), doit son incapacité contributive à la renonciation volontaire à un revenu ou à une fortune sans motif important, à un niveau de vie exagéré ou à tout autre comportement imprudent ou gravement négligent (let. d) ou a privilégié d'autres créanciers au cours de la période évaluée (let. e). L'ordonnance du 12 juin 2015 du

Département fédéral des finances concernant le traitement des demandes en remise de l'impôt fédéral direct (ordonnance sur les demandes en remise d'impôt; RS 642.121) complète ces dispositions. Elle énonce à son art. 2 qu'une personne physique est dans le dénuement au sens de l'art. 167 al. 1 LIFD lorsque ses moyens financiers ne suffisent pas à subvenir au minimum vital au sens de la législation sur les poursuites pour dettes et la faillite (al. 1 let. a) ou lorsque la totalité du montant dû est disproportionnée par rapport à sa capacité financière (al. 1 let. b). Il y a disproportion par rapport à la capacité financière en particulier lorsque la dette fiscale ne peut pas être payée intégralement dans un avenir plus ou moins rapproché, bien que le train de vie du contribuable ait été réduit dans les limites du raisonnable (al. 2). La réduction du train de vie est raisonnablement exigible lorsque les frais liés au train de vie dépassent le minimum vital au sens de la législation sur la poursuite pour dettes et la faillite (art. 93 de la loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite [LP; RS 281]) (al. 3). Quant aux causes conduisant à une situation de dénuement pour une personne physique, l'art. 3 al. 1 let. a de l'ordonnance prévoit qu'est en particulier considérée comme telle une aggravation sensible et durable de la situation économique de la personne depuis l'année fiscale à laquelle se rapporte la demande en remise, en raison de charges extraordinaires découlant de l'entretien de la famille ou d'obligations d'entretien (ch. 1), de coûts élevés de maladie, d'accident ou de soins qui ne sont pas supportés par des tiers (ch. 2) ou d'un chômage prolongé (ch. 3). En vertu de l'art. 3 al. 3 de l'ordonnance, les pertes de revenus et les dépenses déjà prises en compte dans la taxation ou le calcul de l'impôt ne sont pas reconnues comme étant des causes de dénuement. b) En droit cantonal, l'art. 231 al. 1 LI prévoit que l'ACI peut accorder une remise totale ou partielle des impôts, intérêts compensatoires et intérêts de retard, rappels d'impôts et amendes, lorsque leur paiement intégral frapperait trop lourdement le contribuable en raison de pertes importantes ou de tous autres motifs graves. Même si l'institution de la remise d'impôt n'a pas fait l'objet d'une harmonisation par la loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID; RS 642.14) et que la teneur de la disposition cantonale n'est pas identique à celle de la réglementation fédérale, le Tribunal cantonal s'en inspire pour interpréter la notion de " pertes importantes ou de tous autres motifs graves " (cf., dans ce sens, arrêts FI.2022.0119 du 30 mars 2023 consid. 3a; FI.2020.0031 du 2 juillet 2021 consid. 4b; FI.2020.0063 du 22 janvier 2021 consid. 2a et les références). Le Tribunal fédéral a jugé que cette pratique n'était pas arbitraire (cf. ATF 143 II 449 consid. 4.4.1 et 4.5). c) De manière générale, afin de garantir l'égalité de traitement au sens de l'art. 8 Cst., la remise doit rester exceptionnelle. En conséquence, elle n'est accordée qu'en présence de circonstances spéciales (cf. arrêts précités FI.2022.0119 consid. 3c; FI.2020.0063 consid. 2c et les références). Les art. 167 LIFD et 231 LI laissent en outre un important pouvoir d'appréciation à l'autorité compétente (cf. arrêts précités FI.2022.0119 consid. 3c; FI.2020.0031 consid. 4b; FI.2020.0063 consid. 2c et les références).

E. 4

En l'espèce, le recourant affirme être dans l'incapacité de s'acquitter des impôts réclamés pour la période fiscale 2022, qui s'élèvent à un montant total de 19'475 fr. 90 ICC et IFD cumulés (hors intérêts de retard), expliquant avoir utilisé l'intégralité du rétroactif LPP reçu de la part de la Fondation de prévoyance Richemont pour subvenir à ses besoins entre fin avril 2022 et début mars 2024, conformément aux indications du CSR de Broye-Vully. Il ressort des pièces du dossier que c'est début juillet 2023 que le recourant a appris qu'il devrait payer des impôts sur le rétroactif LPP versé. Or à cette date il n'avait pas encore

épuisé le capital reçu. Si l'on se tient à ses explications selon lesquelles il consacrait entre 2'400 fr. et 2'800 fr. par mois pour ses besoins personnels, il devait lui rester plus de 25'000 fr. (65'010 fr. ./ 14 x 2'800 fr.). Ce montant aurait pu lui permettre de s'acquitter des impôts réclamés. Certes, le CSR de Broye-Vully lui avait indiqué dans sa décision de suppression du RI du 2 mai 2022 qu'il ne pourrait pas revendiquer d'aide avant la fin du mois de février 2024. Cette autorité n'avait toutefois manifestement pas pris en compte dans son calcul les impôts que le contribuable devrait payer sur le rétroactif reçu. Si elle avait été informée du montant réclamé par l'administration fiscale, elle n'aurait vraisemblablement pas refusé d'entrer en matière sur une demande de RI avant l'échéance qu'elle avait mentionnée. Quoi qu'il en soit, les indications que le CSR de Broye-Vully a pu donner à l'intéressé sur l'utilisation du montant versé par la Fondation de prévoyance Richemont ne sauraient lier l'autorité intimée. Dans la mesure où le recourant disposait des ressources nécessaires pour s'acquitter des impôts dus pour la période fiscale 2022 lorsqu'ils lui ont été réclamés – et même encore lorsqu'il a déposé sa demande de remise –, il ne peut prétendre à une remise d'impôt. A cela s'ajoute que la remise d'impôt sollicitée n'atteindrait de toute manière pas son but, puisqu'elle ne permettrait pas d'assainir durablement la situation économique du recourant au vu de ses autres dettes, qui s'élèvent selon ses propres déclarations à plus de 200'000 francs. L'octroi de l'allégement fiscal réclamé reviendrait ainsi à privilégier les autres créanciers du recourant, ce qui n'est pas compatible avec les principes posés par l'art. 167 al. 2 LIFD et concrétisés notamment par l'art. 3 al. 2 de l'ordonnance, principes selon lesquels la collectivité publique ne saurait accorder de remise que si et dans la mesure où les autres créanciers consentent également à un abandon de créance. Même s'ils ne figurent pas expressément dans la LI, ces principes valent également en droit cantonal, comme la cour de céans l'a déjà relevé à plusieurs reprises (cf. en particulier arrêts FI.2022.0119 du 30 mars 2023 consid. 4c; FI.2021.0087 du 21 janvier 2022 consid. 4; FI.2017.0061 du 2 mars 2018 consid. 3b et les références). Au regard de ces éléments, l'autorité intimée n'a pas violé le droit ni abusé du large pouvoir d'appréciation dont elle dispose en la matière, en confirmant le rejet de la demande de remise du recourant portant sur les impôts dus pour la période fiscale 2022. Comme la proposition de règlement du 21 octobre 2024 le rappelait, l'intéressé a la possibilité de solliciter de l'office d'impôt un arrangement de paiement par mensualités (cf. art. 166 LIFD et 230 LI).

E. 5

Les considérants qui précèdent conduisent au rejet du recours et à la confirmation de la décision attaquée. Le recourant, qui succombe, devrait en principe supporter les frais de justice (cf. art. 49 al. 1 LPA-VD). Il y est toutefois renoncé vu sa situation financière (cf. art. 50 LPA-VD). L'allocation de dépens n'entre pas en considération (art. 55 al. 1 a contrario LPA-VD).

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.